

## VENTE DE MOUTONS POUR L'AÏD EL-ADHA

## L'insuffisance de sites dédiés favorise l'anarchie

**La désignation de 23 sites destinés exclusivement à la vente du bétail pour l'Aïd El Adha va-t-elle réellement mettre un terme à l'anarchie des marchés à bestiaux informels et à la ruralisation de nos villes ? Un objectif que l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur qualifie d'«illusion» et de «délire».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - A l'approche de l'Aïd El-Adha, des troupeaux entiers de bétail débarquent dans les grandes villes, notamment Alger. Les lieux publics et les espaces verts deviennent, ainsi, des fermes à ciel ouvert. D'autres moutons sont entassés dans des garages et des locaux commerciaux convertis en bergeries et étables à travers plusieurs quartiers algérois, d'où se dégagent de fortes odeurs nauséabondes. Des vendeurs de foin viennent à leur tour se greffer à ces marchés informels laissant derrière eux des déchets à perte de vue. Bref, la ville offre l'image d'un immense village pastoral avec cette transhumance «urbaine» qui ne dit pas son nom. Dernièrement, le ministère de



La ville devient une ferme à ciel ouvert.

l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche a désigné vingt-trois sites destinés exclusivement à la vente du bétail, répartis à travers quatre grandes wilayas : Annaba, Constantine, Oran et Alger. La capitale d'ailleurs a bénéficié d'un appoint de cinq autres sites définis dans quatre wilayas limitrophes.

Devenue récurrente depuis quelques années, cette décision va-t-elle réellement réguler la vente des moutons durant ces fêtes ? Va-t-elle mettre un terme à l'anarchie des marchés à bes-

tiaux informels et à la ruralisation de nos villes ? Les citoyens vont-ils jouer le jeu ?

Pas plus tard que l'année dernière, la mise en place d'aires de vente des bovins, ovins et caprins destinés au sacrifice de l'Aïd El Adha, n'a apparemment rien changé à la situation puisque les grandes villes particulièrement la capitale ont continué à subir l'afflux du bétail et à souffrir de tous les désagréments qui en découlent : déchets, mauvaises odeurs, embouteillages, et autres. En effet, des revendeurs de bétail

ne se sont pas gênés et ont envahi les villes et les espaces publics, au vu et au su de tout le monde.

Le comble, les gens ont préféré acheter le mouton chez les vendeurs informels, installés dans leurs quartiers. Pour eux, il est question de gagner du temps mais aussi d'éviter les frais de déplacement et de transport de l'animal.

## Un nombre de sites de vente «insuffisant»

L'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur estime que le nombre de sites de vente de bétail désignés par le ministère de l'Agriculture reste insuffisant. «Dire et prétendre anéantir le marché informel du bétail avec vingt-trois sites relève de l'illusion et du délire», dira son président, Mustapha Zebdi. Pour lui, il aurait fallu installer un site de vente de bétail dans chaque commune.

Ainsi, poursuit-il, «ces sites de vente auraient été des sites de référence en terme de prix. Ils auraient été un baromètre par rapport au coût réel du mouton à condition que le vendeur soit

l'éleveur». Rappelant les «instructions» interdisant le déplacement des revendeurs de bétail vers les grandes villes, Mustapha Zebdi craint une répercussion sur le prix du mouton.

Selon lui, serrer l'étau autour des villes et empêcher les revendeurs d'y accéder va certainement réduire l'offre et par là même provoquer une «hausse spectaculaire» des prix du sacrifice de l'Aïd.

Le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur sollicite ainsi les pouvoirs publics de revoir cette situation. Il estime qu'autoriser les revendeurs à écouler leurs marchandises dans des points réglementés sans nuire ni à la population ni à l'environnement permettra, au contraire, de les contrôler, de recenser au préalable le bétail et d'avoir une traçabilité de la marchandise.

Aujourd'hui, seul le civisme des gens pourrait régler cette situation, un civisme qui a déserté depuis longtemps nos villes. Les dépôts d'ordures qui ornent nos villes à longueur de journée en témoignent.

Ry. N.

## FEUX DE FORÊT DANS LA WILAYA DE BOUMERDÈS

## Les exploitants de carrières et les producteurs de charbon montrés du doigt

**Mercredi dernier, nous avons effectué une virée dans la commune montagneuse de Ammal et Tiza, au sud-est de la wilaya de Boumerdès, pour s'enquérir des conséquences des feux de forêt qui ont ravagé particulièrement des champs d'arbres fruitiers et des récoltes.**

Il y a incontestablement des actes criminels prémédités qui ont été commis contre la richesse de la nature de la wilaya de Boumerdès et les ressources économiques de dizaines de familles, pas uniquement à Tiza mais dans toute la wilaya de Boumerdès.

Une source sûre nous a fait part de plusieurs incendies allumés non pas par des pyromanes souffrant de maux psychiques mais par des personnes saines et de façon préméditée. Cette source nous a cité plusieurs cas survenus dans la commune d'Aït-Amrane. Selon elle, tout le monde connaît le nom de la personne qui a allumé, le 4 juillet, un feu au village de Aït-Bousmaïl (Tiza). 15 familles ont vu plus de 1 000 oliviers détruits.

A Aït-Khelifa, village de montagne de la commune limitrophe de Tiza, celle des Aït-Amrane, 700 à 800 arbres ont été réduits en troncs affreux. Fort heureusement, grâce à l'intervention de la Protection civile bien aidée par la population de ce village, le

pire a été évité de justesse. Le responsable de cette catastrophe a été reconnu «une semaine avant cet incendie, le pyromane qui tentait de mettre le feu a été chassé par les villageois», affirme notre source qui, à l'occasion, ne cache pas ses soupçons en direction des producteurs de charbon pour les restaurants de grillades.

La même source s'étonne, par ailleurs, du fait que la forêt d'Azou Oukerkas, dans la montagne rocaillieuse de Djerrah (Tiza) que le feu fût allumé, l'année passée, 15 fois. L'explication est simple. Comme la montagne est une gigantesque réserve de matière (roche) pour la production d'agrégats, des gens intéressés veulent la rendre désertique leur facilitant l'introduction de la demande d'une concession.

Rappelons que toute la région de Ammal est convoitée pour l'implantation de carrières. Jusqu'à présent, la population locale, ses jeunes notamment, a résisté. Mais pourrait-elle tenir



240 hectares ravagés par les feux.

encore sans l'aide des autorités, contre le blanchiment de milliards dans les carrières ?

## Affligeant bilan pour la wilaya de Boumerdès

Mercredi passé, les responsables de la Direction régionale de la Protection civile de Boumerdès ont présenté au ministre de la Communication, Djamel Kaouane, lors de sa venue pour superviser le fonctionnement du fil rouge mettant à contribution les radios locales et les citoyens pour aider les pompiers à lutter contre les feux de

forêt, ont présenté leur bilan dans ce sens. Il est affligeant.

Au mercredi 10 août, la Protection civile a constaté 551 incendies qui ont détruit plus de 240 hectares entre forêts, maquis ou champs d'arbres fruitiers.

La Protection civile a, en outre, recensé la destruction de 3 407 arbres fruitiers, généralement des oliviers, 9 hectares de récoltes céréalières et 3 189 bottes de foin. C'est la daïra des Issers qui est la plus touchée par ces sinistres.

Abachi L.

## BANQUES

## Nouvelle réduction du taux des réserves obligatoires

Le taux des réserves obligatoires des banques connaîtra une nouvelle baisse à compter du 15 août en cours pour passer de 8% à 4%, selon une nouvelle instruction de la Banque d'Algérie (BA) publiée sur son site Web. Ainsi, l'instruction 4-2017 du 31 juillet 2017 modifie et complète l'instruction 2-2014 du 13 mai 2014 relative au régime des réserves obligatoires. Le 15 mai 2016, la BA avait abaissé le taux de ces réserves le portant de 12% à 8%, une mesure qui vise à permettre aux banques d'injecter plus de liquidités sur le marché.

A noter que les réserves obligatoires représentent les réserves financières que les banques et institutions financières doivent obligatoirement déposer auprès de la Banque centrale.

APS